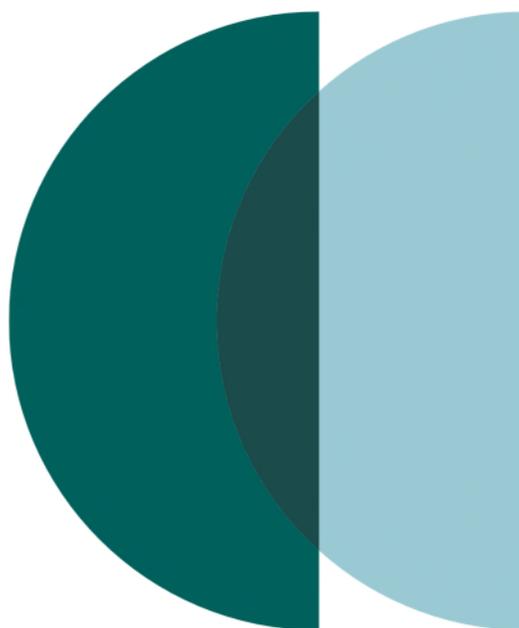


# États financiers consolidés intermédiaires 30 juin 2022 et 2021



CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars canadiens) (non audités)

	Note	30 juin 2022	31 décembre 2021
<b>ACTIF</b>			
Trésorerie		1 395	1 073
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement		10 654	2 213
Avances à des déposants		266	1 011
Revenus de placement courus et à recevoir		1 050	949
Autres actifs		1 837	963
Placements	3	428 164	466 157
<b>Total de l'actif</b>		<b>443 366</b>	<b>472 366</b>
<b>PASSIF</b>			
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement		3 040	3 443
Autres passifs financiers		1 819	1 839
Passifs relatifs aux placements	3	46 915	47 287
<b>Total du passif excluant l'actif net attribuable aux déposants</b>		<b>51 774</b>	<b>52 569</b>
<b>ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS</b>		<b>391 592</b>	<b>419 797</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL**

Pour les périodes de six mois closes les 30 juin

(en millions de dollars canadiens) (non audités)

	Note	2022	2021
Revenus de placement		3 853	8 494
Dépenses de placement		(274)	(249)
Revenu net de placement	6	3 579	8 245
Charges d'exploitation		(433)	(322)
<b>Revenu net</b>		<b>3 146</b>	<b>7 923</b>
<b>Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur</b>	6	<b>(36 719)</b>	<b>12 343</b>
<b>Résultat de placement avant distributions aux déposants</b>	6	<b>(33 573)</b>	<b>20 266</b>
Distributions aux déposants		(3 321)	(12 580)
<b>Résultats net et global attribuables aux déposants</b>		<b>(36 894)</b>	<b>7 686</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

Pour les périodes de six mois closes les 30 juin

(en millions de dollars canadiens) (non audités)

	Dépôts à vue	Dépôts à terme	Distributions à verser aux déposants	Dépôts à participation	Actif net attribuable aux déposants
Solde au 31 décembre 2021	782	7	1 839	417 169	419 797
<b>Attributions et distributions</b>					
Résultats net et global attribuables aux déposants	-	-	-	(36 894)	(36 894)
Distributions aux déposants	4 776	-	(1 455)	-	3 321
<b>Dépôts à participation</b>					
Émission d'unités de dépôts à participation	(11 967)	-	-	11 967	-
Annulation d'unités de dépôts à participation	1 970	-	-	(1 970)	-
<b>Dépôts nets</b>					
Variation nette des dépôts à vue et à terme	1	(1)	-	-	-
Contributions nettes	5 368	-	-	-	5 368
<b>SOLDE AU 30 JUIN 2022</b>	<b>930</b>	<b>6</b>	<b>384</b>	<b>390 272</b>	<b>391 592</b>

	Dépôts à vue	Dépôts à terme	Distributions à verser aux déposants	Dépôts à participation	Actif net attribuable aux déposants
Solde au 31 décembre 2020	4 042	7	2 653	358 790	365 492
<b>Attributions et distributions</b>					
Résultats net et global attribuables aux déposants	-	-	-	7 686	7 686
Distributions aux déposants	13 631	-	(1 051)	-	12 580
<b>Dépôts à participation</b>					
Émission d'unités de dépôts à participation	(20 679)	-	-	20 679	-
Annulation d'unités de dépôts à participation	405	-	-	(405)	-
<b>Dépôts nets</b>					
Contributions nettes	3 962	-	-	-	3 962
<b>SOLDE AU 30 JUIN 2021</b>	<b>1 361</b>	<b>7</b>	<b>1 602</b>	<b>386 750</b>	<b>389 720</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

**TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE**

Pour les périodes de six mois closes les 30 juin

*(en millions de dollars canadiens) (non audités)*

	2022	2021
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Résultats net et global attribuables aux déposants	(36 894)	7 686
<b>Ajustements pour :</b>		
Gains nets non réalisés sur les billets de trésorerie et à terme et les emprunts à payer	(1 188)	(252)
(Gains) pertes nets de change sur les billets de trésorerie et à terme et les emprunts à payer	231	(206)
Distributions aux déposants	3 321	12 580
<b>Variations nettes des actifs et des passifs liés aux activités d'exploitation</b>		
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	(8 441)	(1 842)
Avances à des déposants	745	6
Revenus de placement courus et à recevoir	(101)	(24)
Autres actifs	(874)	(387)
Placements	36 491	(37 394)
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	(403)	4 042
Autres passifs financiers	(20)	533
Passifs relatifs aux placements	(4 661)	9 364
	<b>(11 794)</b>	<b>(5 894)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Variation nette des billets de trésorerie à payer	966	2 022
Émission de billets de trésorerie à payer	6 815	5 607
Remboursement de billets de trésorerie à payer	(5 244)	(5 057)
Variation nette des emprunts à payer	603	(454)
Émission de billets à terme à payer	4 660	1 205
Remboursement de billets à terme à payer	(2 554)	(2 429)
Contributions nettes	5 368	3 962
	<b>10 614</b>	<b>4 856</b>
<b>Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(1 180)</b>	<b>(1 038)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 575	2 410
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>1 395</b>	<b>1 372</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie se détaillent comme suit :</b>		
Trésorerie	1 395	1 312
Équivalents de trésorerie	-	60
	<b>1 395</b>	<b>1 372</b>
<b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Intérêts et dividendes reçus	3 599	4 240
Intérêts payés	(207)	(189)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(Les chiffres présentés dans les tableaux sont exprimés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audités)

### 1. CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), personne morale de droit public au sens du Code civil du Québec, est régie par la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec* (RLRQ, chapitre C-2) (Loi).

La CDPQ a élu domicile au Québec, Canada. L'adresse du siège social est le 65, rue Sainte-Anne, Québec, Canada. Le bureau principal de la CDPQ est situé au 1000, place Jean-Paul-Riopelle, Montréal, Canada.

La CDPQ a pour mission de recevoir des sommes en dépôt conformément à la Loi et de les gérer en recherchant le rendement optimal du capital des déposants dans le respect de leur politique de placement tout en contribuant au développement économique du Québec.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires de la CDPQ ont été approuvés par le conseil d'administration et leur publication autorisée le 12 août 2022.

#### États financiers consolidés intermédiaires

Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été établis dans le but de présenter la situation financière, la performance financière ainsi que les flux de trésorerie de la CDPQ. Les états financiers consolidés intermédiaires de la CDPQ comprennent les comptes du fonds général, des fonds particuliers et des portefeuilles spécialisés ainsi que les comptes de ses filiales qui offrent exclusivement des services liés aux activités de financement, administratifs et de gestion. Les opérations et les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires.

#### Fonds général

Le fonds général regroupe les activités de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qui incluent la gestion des dépôts à vue, des dépôts à terme et des activités de financement de la CDPQ.

#### Portefeuilles spécialisés

Les portefeuilles spécialisés constituent des caisses communes dans lesquelles les fonds particuliers peuvent investir sous forme de dépôts à participation. Les différents portefeuilles spécialisés de la CDPQ sont :

- |   |                                 |
|---|---------------------------------|
| - Valeurs à court terme (740);                      | - Infrastructures (782);        |
| - Taux (765);                                       | - Immeubles (710);              |
| - Crédit (766);                                     | - Marchés boursiers (737);      |
| - Obligations à long terme (764) <sup>1</sup> ;     | - Placements privés (780);      |
| - Obligations à rendement réel (762) <sup>1</sup> ; | - Répartition de l'actif (771). |

<sup>1</sup> Les portefeuilles spécialisés Obligations à rendement réel (762) et Obligations à long terme (764) ont cessé leurs activités le 1<sup>er</sup> novembre 2021 et le 1<sup>er</sup> décembre 2021 respectivement et ont été fermés le 31 décembre 2021.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

### Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires de la CDPQ pour les périodes de six mois closes les 30 juin 2022 et 2021 ont été préparés conformément à l'IAS 34 – *Information financière intermédiaire*, telle que publiée par l'*International Accounting Standards Board* (IASB). Les états financiers consolidés intermédiaires n'incluent pas toutes les informations et divulgations requises dans les états financiers annuels et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels de la CDPQ pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour la préparation des états financiers consolidés annuels de la CDPQ pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020.

### Adoption des nouvelles normes IFRS

La CDPQ a adopté le 1<sup>er</sup> janvier 2021 les révisions à l'IFRS 9 – *Instruments financiers*, l'IAS 39 – *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, l'IFRS 7 – *Instruments financiers : informations à fournir*, l'IFRS 4 – *Contrats d'assurance* et l'IFRS 16 – *Contrats de location* pour inclure des modifications relatives à la réforme des taux d'intérêt de référence, qui prévoient des exigences en matière d'informations supplémentaires à fournir en lien avec le remplacement des taux interbancaires offerts (TIO) par des nouveaux taux d'intérêt de référence. Les taux d'intérêt de référence libellés en dollars américains cesseront d'être publiés le 30 juin 2023. L'adoption des modifications n'a aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires.

La CDPQ s'est dotée d'un comité multidisciplinaire à l'échelle de l'organisation afin d'identifier et de gérer les changements et les risques générés par la réforme des TIO. La réforme comporte notamment des risques au niveau de la revue des clauses contractuelles relatives aux TIO et de la mise à jour des processus et des systèmes. Au 30 juin 2022, l'exposition de la CDPQ aux TIO libellés en dollars américains comprend 7 667 M\$ se rapportant à des instruments financiers non dérivés et 6 607 M\$ se rapportant au montant nominal de référence des instruments financiers dérivés qui ont une échéance postérieure au 30 juin 2023.

### Présentation et base d'évaluation

La CDPQ évalue à la juste valeur par le biais du résultat net (JVBRN) l'ensemble de ses instruments financiers, incluant les participations dans des filiales non consolidées, les coentreprises, les entreprises associées ainsi que les entités structurées. Les filiales offrant exclusivement des services liés aux activités de financement, administratifs et de gestion sont consolidées conformément aux modalités prévues à l'IFRS 10 – *États financiers consolidés*.

Les états consolidés intermédiaires de la situation financière sont présentés selon le critère de liquidité.

### Événements importants

La pandémie de COVID-19 déclarée en 2020 par l'Organisation mondiale de la santé, les tensions géopolitiques et la turbulence économique continuent de générer des niveaux élevés d'incertitude et de volatilité sur les marchés financiers.

Les principales estimations et hypothèses de même que l'analyse et la gestion des risques tiennent compte des incertitudes et des facteurs connus à ce jour. Les principales estimations et hypothèses incluent celles entourant les données d'entrée non observables utilisées pour l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs. Les meilleures estimations de la CDPQ sont reflétées dans les résultats présentés.

### 3. PLACEMENTS ET PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS

#### a) Placements

Le tableau suivant présente la juste valeur des placements. La répartition géographique est établie selon le pays de l'établissement principal de l'émetteur. La répartition géographique des participations dans des filiales non consolidées est établie selon le pays des investissements sous-jacents alors que celle des instruments financiers dérivés est établie selon la devise de règlement de l'instrument.

	30 juin 2022			31 décembre 2021		
	Canada	Étrangers	Juste valeur	Canada	Étrangers	Juste valeur
<b>Placements</b>						
<b>Équivalents de trésorerie</b>						
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	-	-	1 502	-	1 502
<b>Total des équivalents de trésorerie</b>	-	-	-	1 502	-	1 502
<b>Titres à revenu fixe</b>						
Valeurs à court terme	503	438	941	412	193	605
Titres achetés en vertu de conventions de revente	11 615	-	11 615	14 255	3 446	17 701
Créances d'entreprises	792	1 104	1 896	876	1 446	2 322
Obligations						
Gouvernements	25 124	21 565	46 689	35 992	21 664	57 656
Sociétés d'État et autres administrations publiques	3 382	502	3 884	5 941	559	6 500
Secteur corporatif	8 501	6 975	15 476	10 767	8 019	18 786
Fonds d'obligations	-	1 760	1 760	-	2 911	2 911
<b>Total des titres à revenu fixe</b>	<b>49 917</b>	<b>32 344</b>	<b>82 261</b>	<b>68 243</b>	<b>38 238</b>	<b>106 481</b>
<b>Titres à revenu variable</b>						
Actions						
Cotées en bourse	21 669	84 801	106 470	25 468	102 689	128 157
Non cotées	4 261	18 561	22 822	5 148	21 200	26 348
Fonds de couverture	-	506	506	-	491	491
<b>Total des titres à revenu variable</b>	<b>25 930</b>	<b>103 868</b>	<b>129 798</b>	<b>30 616</b>	<b>124 380</b>	<b>154 996</b>
<b>Participations dans des filiales non consolidées</b>						
Placements de biens immobiliers	13 444	40 986	54 430	13 217	39 412	52 629
Placements de dettes immobilières	15 873	4 822	20 695	16 863	3 673	20 536
Placements privés	7 841	48 589	56 430	7 783	46 633	54 416
Placements d'infrastructures	7 003	37 157	44 160	6 298	31 437	37 735
Placements de titres à revenu fixe	5 075	24 434	29 509	5 090	23 627	28 717
Placements de fonds de couverture	100	4 784	4 884	-	4 196	4 196
Placements de marchés boursiers	3 322	345	3 667	3 289	658	3 947
<b>Total des participations dans des filiales non consolidées</b>	<b>52 658</b>	<b>161 117</b>	<b>213 775</b>	<b>52 540</b>	<b>149 636</b>	<b>202 176</b>
<b>Instruments financiers dérivés (note 4)</b>	<b>13</b>	<b>2 317</b>	<b>2 330</b>	<b>7</b>	<b>995</b>	<b>1 002</b>
<b>Total des placements</b>	<b>128 518</b>	<b>299 646</b>	<b>428 164</b>	<b>152 908</b>	<b>313 249</b>	<b>466 157</b>

## b) Passifs relatifs aux placements

Le tableau suivant présente la juste valeur des passifs relatifs aux placements. La répartition géographique des passifs financiers non dérivés est établie selon le pays de l'établissement principal de l'émetteur alors que celle des instruments financiers dérivés est établie selon la devise de règlement de l'instrument.

	30 juin 2022			31 décembre 2021		
	Canada	Étrangers	Juste valeur	Canada	Étrangers	Juste valeur
<b>Passifs relatifs aux placements</b>						
<b>Passifs financiers non dérivés</b>						
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	7 748	3 446	11 194	11 543	3 447	14 990
Titres vendus à découvert						
Actions	-	1 728	1 728	90	1 473	1 563
Obligations	1 847	-	1 847	141	3 828	3 969
Billets de trésorerie à payer	12 286	-	12 286	9 729	-	9 729
Emprunts à payer	171	644	815	4	199	203
Billets à terme à payer	16 721	-	16 721	15 601	-	15 601
<b>Total des passifs financiers non dérivés</b>	<b>38 773</b>	<b>5 818</b>	<b>44 591</b>	<b>37 108</b>	<b>8 947</b>	<b>46 055</b>
<b>Instruments financiers dérivés (note 4)</b>	<b>75</b>	<b>2 249</b>	<b>2 324</b>	<b>-</b>	<b>1 232</b>	<b>1 232</b>
<b>Total des passifs relatifs aux placements</b>	<b>38 848</b>	<b>8 067</b>	<b>46 915</b>	<b>37 108</b>	<b>10 179</b>	<b>47 287</b>

## 4. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le tableau suivant présente la juste valeur ainsi que le montant nominal de référence des instruments financiers dérivés détenus par la CDPQ :

	30 juin 2022			31 décembre 2021		
	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence
	Actif	Passif		Actif	Passif	
<b>Marchés réglementés</b>						
<b>Dérivés de taux d'intérêt</b>						
Contrats à terme normalisés	-	-	118 327	-	-	105 715
Options	188	368	58 230	-	-	-
<b>Dérivés sur actions</b>						
Contrats à terme normalisés	-	-	18 466	-	-	19 056
Options	25	40	1 118	-	-	-
Bons de souscription	-	-	1	-	-	1
<b>Dérivés de produits de base</b>						
Contrats à terme normalisés	-	-	-	-	-	215
<b>Total des marchés réglementés</b>	<b>213</b>	<b>408</b>	<b>196 142</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>124 987</b>
<b>Marchés hors cote</b>						
<b>Dérivés de taux d'intérêt</b>						
Troc	-	28	1 169	26	7	1 189
Troc réglés sur une chambre de compensation	-	-	53 162	-	-	48 162
Contrats à terme de gré à gré	12	75	2 971	7	-	289
Options	499	408	26 697	142	125	30 703
<b>Dérivés de change</b>						
Troc	370	242	15 391	109	95	8 441
Contrats à terme de gré à gré	896	775	100 574	555	790	108 873
Options	121	48	5 442	-	-	-
<b>Dérivés de défaillance de crédit</b>						
Troc réglés sur une chambre de compensation	-	-	24 202	-	-	27 862
<b>Dérivés sur actions</b>						
Troc	199	310	9 063	152	210	10 313
Options	17	25	706	-	-	-
Bons de souscription	-	-	1	1	-	1
<b>Dérivés de produits de base</b>						
Contrats à terme de gré à gré	3	5	457	10	5	625
<b>Total des marchés hors cote</b>	<b>2 117</b>	<b>1 916</b>	<b>239 835</b>	<b>1 002</b>	<b>1 232</b>	<b>236 458</b>
<b>Total des instruments financiers dérivés</b>	<b>2 330</b>	<b>2 324</b>	<b>435 977</b>	<b>1 002</b>	<b>1 232</b>	<b>361 445</b>

## 5. ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

### a) Politique, directive, protocoles et procédures entourant l'évaluation de la juste valeur

La juste valeur se définit comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur est établie pour chaque instrument financier, qui peut représenter un élément autonome d'actif ou de passif, par exemple une action ou une obligation, ou un groupe d'actifs et de passifs, par exemple une participation dans une filiale ou une entreprise associée. Lors de sa comptabilisation initiale, la meilleure indication de la juste valeur d'un instrument financier est le prix de la transaction, soit la juste valeur de la contrepartie reçue ou donnée. Subséquemment, la juste valeur d'un instrument financier est établie à l'aide de prix cotés sur des marchés actifs. Lorsqu'il n'existe pas de prix cotés, la juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation faisant appel à des données d'entrée observables ainsi que des données d'entrée non observables. La CDPQ utilise des techniques d'évaluation appropriées selon les caractéristiques de l'instrument financier, la disponibilité des données d'entrée et les hypothèses que prendraient en compte les intervenants du marché, tout en maximisant l'utilisation de données d'entrée observables pertinentes et en minimisant l'utilisation de données d'entrée non observables.

Conformément aux procédures d'évaluation de la CDPQ encadrées par la *Politique d'évaluation des investissements*, les placements moins liquides incluant notamment les placements privés et d'infrastructures, les placements de biens immobiliers et de dettes immobilières, les créances d'entreprises et les fonds font l'objet d'une évaluation semestrielle. La politique, la directive et les protocoles et procédures entourant l'évaluation de la juste valeur, de même que les techniques d'évaluation de la juste valeur sont décrites aux états financiers consolidés annuels de la CDPQ pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020. Aucun changement important n'a eu lieu depuis. La politique, la directive et les protocoles, procédures et techniques d'évaluation de la juste valeur ont été appliqués de manière constante et uniforme pour toutes les périodes.

### b) Hiérarchie de la juste valeur

Les instruments financiers à la JVBRN de la CDPQ sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur décrite ci-dessous, en fonction du plus bas niveau de données d'entrée importantes utilisées pour l'évaluation de la juste valeur.

*Niveau 1* : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.

*Niveau 2* : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.

*Niveau 3* : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments financiers similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque période.

La détermination des niveaux de la hiérarchie de la juste valeur des instruments financiers est influencée par les facteurs de marché qui prévalent à la date d'évaluation. Conséquemment, le classement selon chaque niveau peut varier significativement d'une période à une autre.

## Hiérarchie de la juste valeur (suite)

Les tableaux suivants présentent la répartition de la juste valeur des instruments financiers entre les trois niveaux de la hiérarchie de la juste valeur :

	30 juin 2022			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers</b>				
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	-	10 654	-	10 654
Avances à des déposants	-	266	-	266
Revenus de placement courus et à recevoir	-	1 050	-	1 050
Placements				
Valeurs à court terme	-	941	-	941
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	11 615	-	11 615
Créances d'entreprises	-	-	1 896	1 896
Obligations	40 075	26 946	788	67 809
Actions				
Cotées en bourse	106 323	147	-	106 470
Non cotées	-	5 406	17 416	22 822
Fonds de couverture	-	452	54	506
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	-	7 522	46 908	54 430
Placements de dettes immobilières	-	16 232	4 463	20 695
Placements privés	-	480	55 950	56 430
Placements d'infrastructures	-	-	44 160	44 160
Placements de titres à revenu fixe	-	5 157	24 352	29 509
Placements de fonds de couverture	-	4 884	-	4 884
Placements de marchés boursiers	-	3 667	-	3 667
Instruments financiers dérivés	-	2 330	-	2 330
	146 398	97 749	195 987	440 134
<b>Passifs financiers excluant l'actif net attribuable aux déposants</b>				
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	-	3 040	-	3 040
Autres passifs financiers	-	1 819	-	1 819
Passifs relatifs aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	11 194	-	11 194
Titres vendus à découvert	3 575	-	-	3 575
Billets de trésorerie à payer	-	12 286	-	12 286
Emprunts à payer	-	815	-	815
Billets à terme à payer	-	16 721	-	16 721
Instruments financiers dérivés	-	2 324	-	2 324
	3 575	48 199	-	51 774
<b>Actif net attribuable aux déposants</b>				
Dépôts à vue	-	930	-	930
Dépôts à terme	-	6	-	6
Distributions à verser aux déposants	-	384	-	384
Dépôts à participation	-	390 272	-	390 272
	-	391 592	-	391 592

### Transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur

Au 30 juin 2022, en raison de changements dans les caractéristiques des instruments financiers et de changements dans la disponibilité de données d'entrée observables à la suite de l'évolution des conditions de marché, des instruments financiers d'une valeur de 8 492 M\$ ont été transférés depuis le niveau 1 vers le niveau 2 et 492 M\$ depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

## Hiérarchie de la juste valeur (suite)

31 décembre 2021

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers</b>				
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	-	2 213	-	2 213
Avances à des déposants	-	1 011	-	1 011
Revenus de placement courus et à recevoir	-	949	-	949
Placements				
Équivalents de trésorerie	-	1 502	-	1 502
Valeurs à court terme	-	605	-	605
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	17 701	-	17 701
Créances d'entreprises	-	-	2 322	2 322
Obligations	62 384	22 770	699	85 853
Actions				
Cotées en bourse	127 645	512	-	128 157
Non cotées	-	8 230	18 118	26 348
Fonds de couverture	-	434	57	491
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	-	10 503	42 126	52 629
Placements de dettes immobilières	-	16 148	4 388	20 536
Placements privés	-	492	53 924	54 416
Placements d'infrastructures	-	-	37 735	37 735
Placements de titres à revenu fixe	-	5 254	23 463	28 717
Placements de fonds de couverture	-	4 196	-	4 196
Placements de marchés boursiers	-	3 947	-	3 947
Instruments financiers dérivés	-	1 002	-	1 002
	190 029	97 469	182 832	470 330
<b>Passifs financiers excluant l'actif net attribuable aux déposants</b>				
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	-	3 443	-	3 443
Autres passifs financiers	-	1 839	-	1 839
Passifs relatifs aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	14 990	-	14 990
Titres vendus à découvert	5 519	13	-	5 532
Billets de trésorerie à payer	-	9 729	-	9 729
Emprunts à payer	-	203	-	203
Billets à terme à payer	-	15 601	-	15 601
Instruments financiers dérivés	-	1 232	-	1 232
	5 519	47 050	-	52 569
<b>Actif net attribuable aux déposants</b>				
Dépôts à vue	-	782	-	782
Dépôts à terme	-	7	-	7
Distributions à verser aux déposants	-	1 839	-	1 839
Dépôts à participation	-	417 169	-	417 169
	-	419 797	-	419 797

### Transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur

Au 31 décembre 2021, en raison de changements dans les caractéristiques des instruments financiers et de changements dans la disponibilité de données d'entrée observables à la suite de l'évolution des conditions de marché, des instruments financiers d'une valeur de 1 872 M\$ ont été transférés depuis le niveau 1 vers le niveau 2, 2 470 M\$ depuis le niveau 2 vers le niveau 1, 63 M\$ depuis le niveau 2 vers le niveau 3 et 2 129 M\$ depuis le niveau 3 vers le niveau 2.

### c) Niveau 3 : Rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture

Pour les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie, les rapprochements entre les soldes d'ouverture et de clôture aux 30 juin 2022 et 2021 se détaillent comme suit :

	2022							Gains (pertes) non réalisés relatifs aux instruments financiers détenus à la fin de la période <sup>1 et 2</sup>
	Solde d'ouverture (actifs / (passifs))	Gains (pertes) comptabilisés au résultat global <sup>1</sup>	Achats	Ventes	Règlements	Transferts	Solde de clôture (actifs / (passifs))	
Créances d'entreprises	2 322	(361)	5	-	(70)	-	1 896	(319)
Obligations	699	58	69	-	(38)	-	788	22
Actions	18 175	(130)	349	(924)	-	-	17 470	33
Participations dans des filiales non consolidées	161 636	7 368	12 158	(5 329)	-	-	175 833	6 975

	2021							Gains (pertes) non réalisés relatifs aux instruments financiers détenus à la fin de la période <sup>1 et 2</sup>
	Solde d'ouverture (actifs / (passifs))	Gains (pertes) comptabilisés au résultat global <sup>1</sup>	Achats	Ventes	Règlements	Transferts	Solde de clôture (actifs / (passifs))	
Créances d'entreprises	2 359	(68)	20	(4)	(52)	-	2 255	1
Obligations	225	2	24	-	(5)	-	246	89
Actions	16 750	1 036	367	(373)	-	-	17 780	1 495
Participations dans des filiales non consolidées	125 838	3 232	6 419	(3 413)	-	(259)	131 817	3 987

<sup>1</sup> Présentés à la rubrique « Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur » aux états consolidés intermédiaires du résultat global.

<sup>2</sup> Comprennent la variation de la juste valeur résultant de l'évaluation des instruments financiers libellés en devise d'origine, et excluent les montants de gains (pertes) résultant de la conversion des instruments financiers libellés en devises.

#### d) Niveau 3 : Évaluation de la juste valeur selon des hypothèses raisonnables

Les tableaux suivants présentent les informations quantitatives concernant les principales techniques d'évaluation et les données d'entrée non observables pour les principaux instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur qui sont sujets à une analyse de sensibilité à la note 5e ainsi que ceux qui sont exclus de cette analyse :

30 juin 2022						
	Juste valeur	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables	Étendue	Moyenne pondérée	
<b>Inclus dans l'analyse de sensibilité</b>						
Créances d'entreprises	1 859	Actualisation des flux monétaires	Écarts de crédit	1,1 % à 3,9 %	2,3 %	
			Taux d'actualisation	6,0 % à 11,0 %	7,8 %	
<b>Actions</b>						
Placements privés	5 551	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	7,6 à 16,5	12,7	
Placements d'infrastructures	6 667	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	6,5 % à 13,3 %	10,3 %	
<b>Participations dans des filiales non consolidées</b>						
Placements de biens immobiliers	46 908	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	4,2 % à 13,8 %	6,5 %	
			Écarts de crédit	0,0 % à 11,0 %	2,0 %	
			Capitalisation des revenus	Taux de capitalisation	2,7 % à 11,1 %	5,2 %
			Actif net immobilier	Taux d'escompte	0,0 % à 37,1 %	6,6 %
Placements de dettes immobilières	1 667	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	14,0 %	s.o.	
Placements privés	21 980	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	7,0 à 16,0	12,1	
Placements d'infrastructures	29 763	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	6,0 % à 14,0 %	9,1 %	
Placements de titres à revenu fixe	19 535	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	7,4 %	s.o.	
			Écarts de crédit	0,6 % à 12,8 %	5,0 %	
	133 930					
<b>Exclus de l'analyse de sensibilité</b>						
Instruments financiers <sup>1</sup>	62 057	Transactions récentes <sup>2</sup>	s.o.	s.o.	s.o.	
		Actif net <sup>3</sup>	s.o.	s.o.	s.o.	
<b>Instruments financiers nets classés au niveau 3</b>	<b>195 987</b>					

s.o. : sans objet

<sup>1</sup> La juste valeur des instruments financiers présentés à cette rubrique inclut des créances d'entreprises, des obligations, des actions et des participations dans des filiales non consolidées.

<sup>2</sup> Lorsque la juste valeur est établie selon les données observées lors de transactions récentes, cette valeur représente l'indication la plus représentative de la juste valeur. Par conséquent, la CDPQ n'a pas procédé à une analyse de sensibilité.

<sup>3</sup> Lorsque la juste valeur est établie selon l'actif net, cette valeur représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la CDPQ n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.

### Niveau 3 : Évaluation de la juste valeur selon des hypothèses raisonnables (suite)

31 décembre 2021

	Juste valeur	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables	Étendue	Moyenne pondérée	
<b>Inclus dans l'analyse de sensibilité</b>						
Créances d'entreprises	2 023	Actualisation des flux monétaires	Écarts de crédit	0,7 % à 3,5 %	1,9 %	
			Taux d'actualisation	6,0 % à 11,0 %	8,4 %	
<b>Actions</b>						
Placements privés	5 150	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	7,6 à 16,0	12,6	
Placements d'infrastructures	5 190	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	6,5 % à 13,3 %	9,9 %	
<b>Participations dans des filiales non consolidées</b>						
Placements de biens immobiliers	42 126	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	4,2 % à 13,8 %	6,4 %	
			Écarts de crédit	0,0 % à 8,6 %	1,8 %	
			Capitalisation des revenus	Taux de capitalisation	2,7 % à 11,1 %	5,3 %
			Actif net immobilier	Taux d'escompte	0,0 % à 22,3 %	4,9 %
Placements de dettes immobilières	1 621	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	14,0 %	s.o.	
Placements privés	18 969	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	7,0 à 15,5	11,9	
Placements d'infrastructures	20 591	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	6,0 % à 14,0 %	9,2 %	
Placements de titres à revenu fixe	17 770	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	7,3 %	s.o.	
			Écarts de crédit	1,1 % à 10,1 %	4,5 %	
113 440						
<b>Exclus de l'analyse de sensibilité</b>						
Instruments financiers <sup>1</sup>	69 392	Transactions récentes <sup>2</sup>	s.o.	s.o.	s.o.	
			Cotes de courtiers <sup>3</sup>	s.o.	s.o.	
			Actif net <sup>3</sup>	s.o.	s.o.	
<b>Instruments financiers nets classés au niveau 3</b>	<b>182 832</b>					

s.o. : sans objet

<sup>1</sup> La juste valeur des instruments financiers présentés à cette rubrique inclut des créances d'entreprises, des obligations, des actions et des participations dans des filiales non consolidées.

<sup>2</sup> Lorsque la juste valeur est établie selon les données observées lors de transactions récentes, cette valeur représente l'indication la plus représentative de la juste valeur. Par conséquent, la CDPQ n'a pas procédé à une analyse de sensibilité.

<sup>3</sup> Lorsque la juste valeur est établie selon des cotes de courtiers ou selon l'actif net, cette valeur représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la CDPQ n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.

### e) Analyse de sensibilité de la juste valeur

L'analyse qui suit illustre la sensibilité des évaluations aux hypothèses raisonnables liées aux principales données d'entrée non observables présentées aux tableaux précédents à la note 5d. La CDPQ a déterminé les hypothèses raisonnables selon son jugement et sa connaissance des marchés. Le tableau suivant présente l'augmentation et la diminution de la juste valeur découlant de l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnables pour les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur qui sont sujets à une analyse de sensibilité :

	30 juin 2022		31 décembre 2021	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
Sensibilité de la juste valeur	9 046	(8 088)	7 803	(7 033)

Il existe une corrélation entre les données d'entrée non observables et l'établissement de la juste valeur. Ainsi, une augmentation (diminution) des taux d'actualisation, des écarts de crédit, des taux de capitalisation et des taux d'escompte entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur. De plus, une augmentation (diminution) des multiples du BAIIA entraînerait une augmentation (diminution) de la juste valeur. Il n'existe pas de corrélation prévisible entre les données d'entrée non observables.

## 6. RÉSULTAT DE PLACEMENT AVANT DISTRIBUTIONS AUX DÉPOSANTS

Le tableau suivant présente le revenu net de placement, les gains (pertes) nets des instruments financiers à la JVBRN ainsi que les charges d'exploitation :

	Période de six mois close le 30 juin 2022			Période de six mois close le 30 juin 2021		
	Revenu net de placement	Gains (pertes) nets	Total	Revenu net de placement	Gains (pertes) nets	Total
<b>Activités de gestion de trésorerie</b>	3	-	3	2	(1)	1
<b>Activités provenant des placements</b>						
Valeurs à court terme	1	6	7	-	(1)	(1)
Titres achetés en vertu de conventions de revente	66	2	68	19	(116)	(97)
Créances d'entreprises	45	(361)	(316)	57	(68)	(11)
Obligations	1 188	(11 601)	(10 413)	1 139	(5 644)	(4 505)
Actions	1 849	(23 812)	(21 963)	1 790	13 390	15 180
Participations dans des filiales non consolidées	684	5 256	5 940	5 479	2 983	8 462
Instruments financiers dérivés nets	-	(6 999)	(6 999)	-	521	521
Autres	17	219	236	8	(98)	(90)
	<b>3 853</b>	<b>(37 290)</b>	<b>(33 437)</b>	<b>8 494</b>	<b>10 966</b>	<b>19 460</b>
<b>Activités provenant des passifs relatifs aux placements</b>						
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	(45)	(60)	(105)	(25)	75	50
Titres vendus à découvert	(25)	58	33	(12)	547	535
<b>Activités de financement</b>						
Billets de trésorerie à payer	-	(243)	(243)	-	223	223
Emprunts à payer	(1)	(17)	(18)	(1)	11	10
Billets à terme à payer	(162)	986	824	(166)	682	516
<b>Autres</b>						
Frais de gestion – marchés boursiers	(41)	(46)	(87)	(45)	(49)	(94)
Coûts de transaction	-	(107)	(107)	-	(112)	(112)
	<b>(274)</b>	<b>571</b>	<b>297</b>	<b>(249)</b>	<b>1 377</b>	<b>1 128</b>
	<b>3 579</b>	<b>(36 719)</b>	<b>(33 140)</b>	<b>8 245</b>	<b>12 343</b>	<b>20 588</b>
Charges d'exploitation			(433)			(322)
<b>Résultat de placement avant distributions aux déposants</b>			<b>(33 573)</b>			<b>20 266</b>

## 7. INFORMATION SECTORIELLE

La CDPQ propose à ses déposants de répartir leurs fonds dans des portefeuilles spécialisés qui regroupent des titres de même type. Ces portefeuilles constituent des secteurs opérationnels qui ont été regroupés en trois secteurs distincts selon leur approche de gestion, leurs caractéristiques économiques et leurs objectifs de rendement :

- Revenu fixe : le secteur a comme objectif de réduire le niveau de risque global du portefeuille de la CDPQ et d'effectuer l'appariement entre l'actif et le passif des déposants tout en constituant une source importante de liquidité. Ce secteur est composé des portefeuilles spécialisés Taux, Crédit, Obligations à long terme, Obligations à rendement réel et Valeurs à court terme.
- Actifs réels : le secteur a comme objectif d'exposer la CDPQ à des marchés dont les revenus de placement sont indexés à l'inflation et d'assurer la couverture partielle du risque d'inflation associé au passif de plusieurs déposants. Ce secteur est composé des portefeuilles spécialisés Immeubles et Infrastructures.
- Actions : le secteur a comme objectif d'augmenter le rendement espéré des déposants à long terme. Ce secteur est composé des portefeuilles spécialisés Marchés boursiers et Placements privés.

Le tableau suivant présente la répartition de l'actif net attribuable aux déposants selon chaque secteur de la CDPQ :

	30 juin 2022	31 décembre 2021
Revenu fixe	119 234	129 433
Actifs réels	95 373	87 406
Actions	176 503	201 195
Autres <sup>1</sup>	482	1 763
<b>Actif net attribuable aux déposants</b>	<b>391 592</b>	<b>419 797</b>

Le tableau suivant présente la répartition du résultat de placement avant distributions aux déposants selon chaque secteur de la CDPQ :

	Période de six mois close le 30 juin 2022	Période de six mois close le 30 juin 2021
Revenu fixe	(17 751)	(2 004)
Actifs réels	6 892	2 811
Actions	(21 144)	20 530
Autres <sup>1</sup>	(1 570)	(1 071)
<b>Résultat de placement avant distributions aux déposants</b>	<b>(33 573)</b>	<b>20 266</b>

<sup>1</sup> Le poste Autres comprend le portefeuille spécialisé Répartition de l'actif, les activités de trésorerie et les activités personnalisées des fonds particuliers, qui constituent la détention directe d'instruments financiers dérivés par les fonds particuliers destinés à la gestion personnalisée de l'exposition désirée par chacun des déposants.

## 8. IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES

### Politiques, directives et procédures de la gestion des risques liés aux activités d'investissement

La CDPQ est responsable de gérer les sommes déposées en conformité avec les ententes de service et les politiques de placement des déposants, les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés ainsi que la politique de gestion intégrée des risques. Pour ce faire, la CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités.

En plus des politiques, directives et procédures de la gestion des risques liés aux activités d'investissement décrites aux états financiers consolidés annuels de la CDPQ pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020, la description et la quantification des risques sont présentées aux sections suivantes.

#### Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base.

La CDPQ gère le risque de marché de manière intégrée pour tous les portefeuilles spécialisés. Les principaux éléments contribuant au risque tels que les secteurs d'activité, les régions géographiques et les émetteurs sont pris en compte. Le risque de marché de la CDPQ est géré et calculé selon les facteurs pouvant influencer la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements.

Le risque de marché de la CDPQ est mesuré au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel de la CDPQ, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 95 % sur une période d'exposition d'une année. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des événements défavorables observés sur un horizon d'un mois. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel de la CDPQ pourrait dépasser dans 5 % des cas au cours de la prochaine année. La CDPQ évalue la VaR pour chaque instrument détenu dans ses portefeuilles spécialisés et agrège l'information pour le portefeuille réel de la CDPQ.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode est décrite aux états financiers consolidés annuels de la CDPQ pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020. Aucun changement n'a eu lieu depuis.

Deux mesures du risque sont calculées et analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel de la CDPQ;
- Le risque absolu du portefeuille de référence visé par les déposants représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence de la CDPQ.

Les risques absolus du portefeuille réel et du portefeuille de référence de la CDPQ sont mesurés régulièrement et sont utilisés afin de calculer le ratio du risque absolu qui est sujet à certaines limites. Le ratio du risque absolu est obtenu en divisant le risque absolu du portefeuille réel par le risque absolu du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et le risque absolu du portefeuille de référence de la CDPQ, incluant le risque des investissements sous-jacents des filiales non consolidées dont le risque est géré par la CDPQ, en pourcentage de l'actif net, selon un niveau de confiance de 95 % et un historique d'observation sur une période allant de 2006 à la date de clôture de la période, ainsi que le ratio du risque absolu, se présentent comme suit :

	30 juin 2022			31 décembre 2021		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Ratio du risque absolu	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Ratio du risque absolu
Valeur à risque	16,0 %	15,3 %	1,04	14,9 %	14,5 %	1,03

De plus, dans le cadre de la gestion du risque de marché, la CDPQ utilise des tests de tension qui permettent d'évaluer les répercussions de circonstances particulières sur les rendements du portefeuille réel de la CDPQ selon des scénarios historiques, hypothétiques ou de sensibilité sur un facteur de risque. À l'aide de différents types de scénarios, les tests de tension mesurent le gain ou la perte de valeur d'un instrument financier à la suite d'une variation d'un ou plusieurs facteurs de risque souvent reliés, comme le cours des actions, les taux d'intérêt, les écarts de taux, les taux de change, le prix des produits de base et la volatilité des marchés. Les scénarios hypothétiques sont par ailleurs enrichis continuellement pour intégrer les nouveaux enjeux, tels que l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur l'économie mondiale.

## Risque de marché (suite)

### Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

La CDPQ utilise une approche de gestion dynamique pour les principales devises de pays développés. La gestion dynamique vise à protéger certains portefeuilles spécialisés lorsque le dollar canadien semble fortement sous-évalué ou surévalué par rapport à sa valeur d'équilibre face à l'une des principales devises selon des modèles de valorisation. La couverture dynamique devrait donc être peu fréquente mais la durée de couverture, étant imprévisible, pourrait grandement varier et s'étendre de quelques semaines à plusieurs mois. Certains portefeuilles spécialisés peuvent donc être couverts en partie contre le risque de change.

Dans le cadre de la gestion stratégique du risque de change, la CDPQ utilise des instruments financiers dérivés de change afin de gérer son exposition aux principales devises de pays développés selon des cibles de couverture. Pour les autres devises, une couverture discrétionnaire peut être mise en place afin de gérer des expositions de change des portefeuilles spécialisés ou de certains investissements. De plus, la gestion du risque de change peut s'effectuer par des activités de couverture naturelle, incluant le financement des placements dans la même devise.

L'exposition nette aux devises tient compte de l'effet des instruments financiers dérivés de change, de la couverture naturelle et des investissements sous-jacents en devises des filiales non consolidées dont le risque de change est géré par la CDPQ. L'exposition nette de la CDPQ aux devises en pourcentage de l'actif net incluant les achats et les ventes des unités de participation des portefeuilles spécialisés effectuées au début de chaque mois, se détaille comme suit :

	30 juin 2022	31 décembre 2021
Dollar canadien	43 %	45 %
Dollar américain	30 %	29 %
Euro	6 %	6 %
Dollar de Hong Kong	1 %	1 %
Livre sterling	5 %	5 %
Peso mexicain	1 %	1 %
Réal brésilien	2 %	2 %
Roupie indienne	2 %	1 %
Yen	2 %	2 %
Yuan chinois	2 %	2 %
Autres	6 %	6 %
	100 %	100 %

### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

### Risque de prix

Le risque de prix correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix courants (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument financier en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

## Risque de concentration

L'analyse du risque de concentration est effectuée globalement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère. La politique de gestion intégrée des risques prévoit des limites d'exposition par catégorie d'instruments financiers, par émetteur, pour les marchés en croissance et pour certains pays. De plus, les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés prévoient des limites précises par émetteur, par secteur d'activités et par région géographique.

Une limite de concentration par émetteur est établie à 3 % de l'actif total de la CDPQ, à l'exception des titres émis par les gouvernements canadien et américain ou par leurs agences qui bénéficient d'une garantie explicite, par une province ou un territoire canadiens, leurs ministères ou organismes mandataires et par les émetteurs souverains dont la notation de crédit est AAA, lesquels ne font pas partie d'une limite de concentration. La concentration par émetteur est observée mensuellement ou à l'initiation d'une transaction nécessitant l'approbation du comité Investissement-Risques ou du conseil d'administration, le cas échéant.

Le tableau suivant présente les principales concentrations géographiques en pourcentage de l'exposition nette totale, établies selon le pays de l'établissement principal des émetteurs, après l'effet de certains instruments financiers dérivés et incluant les investissements sous-jacents dans les filiales non consolidées dont le risque de concentration est géré par la CDPQ :

	30 juin 2022	31 décembre 2021
États-Unis	50 %	44 %
Canada	22 %	26 %
Europe	13 %	13 %
Asie-Pacifique	10 %	11 %
Amérique latine	3 %	4 %
Autres	2 %	2 %
	100 %	100 %

Le tableau suivant présente les principales concentrations sectorielles en pourcentage de l'exposition nette totale, établies selon le secteur des émetteurs, après l'effet de certains instruments financiers dérivés et incluant les investissements sous-jacents dans les filiales non consolidées dont le risque de concentration est géré par la CDPQ :

	30 juin 2022	31 décembre 2021
<b>Secteur d'activité</b>		
Immobilier	13 %	14 %
Industrie	11 %	11 %
Finance	9 %	9 %
Technologies de l'information	8 %	10 %
Consommation discrétionnaire	5 %	6 %
Services aux collectivités	5 %	5 %
Soins de santé	5 %	5 %
Biens de consommation de base	3 %	3 %
Dettes immobilières	4 %	4 %
Services de communication	5 %	5 %
Énergie	2 %	2 %
Matériaux	2 %	2 %
Autres	3 %	2 %
<b>Secteur gouvernemental</b>		
Gouvernement des États-Unis	19 %	13 %
Gouvernement du Canada	2 %	4 %
Gouvernement du Québec	2 %	2 %
Sociétés d'État et autres administrations publiques du Québec	1 %	1 %
Autres	1 %	2 %
	100 %	100 %

## Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'exposition maximale au risque de crédit est mesurée selon la juste valeur des instruments financiers avant la prise en compte de garanties ou autres rehaussements de crédit. Pour les autres éléments, l'exposition maximale au risque de crédit correspond au montant total garanti ou engagé.

Le tableau suivant présente l'exposition maximale au risque de crédit :

	30 juin 2022	31 décembre 2021
Trésorerie	1 395	1 073
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	10 654	2 213
Avances à des déposants	266	1 011
Revenus de placement courus et à recevoir	1 050	949
Placements		
Équivalents de trésorerie	-	1 502
Titres à revenu fixe	82 261	106 481
Participations dans des filiales non consolidées sous forme d'instruments d'emprunts	31 504	32 767
Instruments financiers dérivés	2 330	1 002
	129 460	146 998
<b>Autres éléments</b>		
Cautionnements et garanties financières (note 10)	2 882	2 918
	132 342	149 916

## Concentration du risque de crédit

L'analyse de la concentration du risque de crédit mesure la juste valeur de l'ensemble des instruments financiers liés à un même émetteur. La politique d'investissement des portefeuilles spécialisés prévoit des limites de concentration par cote de crédit. L'analyse du risque de crédit considère la probabilité de défaillance et le taux de récupération sur les titres de créance détenus par la CDPQ ainsi que le suivi des changements de la qualité du crédit des émetteurs.

Le tableau suivant présente la concentration par cote de crédit des émetteurs de la CDPQ pour les titres à revenu fixe et certains instruments financiers dérivés utilisés à des fins de gestion du risque de crédit, en pourcentage de l'exposition totale au risque de concentration de crédit :

	30 juin 2022	31 décembre 2021
<b>Cote de crédit</b>		
AAA - AA	63 %	64 %
A	4 %	4 %
BBB	14 %	11 %
BB ou inférieur	14 %	16 %
Pas de cote de crédit	5 %	5 %
	100 %	100 %

Les cotes de crédit des titres émis ou garantis par les gouvernements sont obtenues auprès des agences de notation de crédit reconnues. Pour les titres du secteur corporatif, les cotes de crédit sont établies à l'aide d'un processus interne de notation qui permet de suivre annuellement l'évolution du cycle de crédit, lorsque l'information nécessaire est disponible. Dans le cas contraire, la CDPQ a recours aux agences de notation de crédit reconnues.

## Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif. Il correspond également au risque qu'il ne soit pas possible de désinvestir rapidement sans exercer un effet marqué et défavorable sur le prix de l'investissement en question.

La gestion des liquidités s'effectue globalement pour l'ensemble des activités de trésorerie de la CDPQ. Le suivi des liquidités et l'analyse de la conformité aux règles préétablies s'effectuent quotidiennement. Les gestionnaires sont responsables d'évaluer la liquidité des marchés sur lesquels repose le financement des activités de la CDPQ.

Afin de s'assurer de l'adéquation entre les sources et les besoins potentiels de liquidité, la CDPQ bénéficie de plusieurs sources possibles de liquidité en plus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie telles que l'encaissement des revenus de placement, la vente de titres obligataires, la vente en vertu de conventions de rachat et de titres liquides du marché monétaire. De plus, la CDPQ peut recourir à l'émission de billets de trésorerie et de billets à terme ainsi qu'à une facilité de crédit commise d'un montant de 4 G\$ USD pour faire face à ses engagements contractuels ainsi qu'à ses obligations financières. Au 30 juin 2022, la CDPQ dispose de près de 41 G\$ en liquidités sous forme d'obligations gouvernementales et de titres du marché monétaire (50 G\$ au 31 décembre 2021).

De plus, dans le but de gérer le risque de liquidité, la CDPQ procède à des simulations de scénarios sur plusieurs horizons ainsi qu'à l'étude des événements pouvant mener à une crise de liquidité. La CDPQ effectue un suivi rigoureux et fréquent de ses besoins potentiels de liquidités et s'assure d'un accès permanent à des sources de liquidités stables et résilientes de façon proactive.

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la CDPQ gère son risque de liquidité et ses besoins de financement.

Les tableaux suivants présentent les échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers non dérivés, des instruments financiers dérivés ainsi que des autres éléments :

	30 juin 2022				
	À vue	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
<b>Passifs financiers non dérivés</b>					
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	-	3 040	-	-	3 040
Autres passifs financiers	-	1 180	144	558	1 882
Passifs relatifs aux placements					
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	11 273	-	-	11 273
Titres vendus à découvert	-	3 575	-	-	3 575
Billets de trésorerie à payer	-	12 366	-	-	12 366
Emprunts à payer	-	815	-	-	815
Billets à terme à payer	-	2 900	14 221	2 904	20 025
<b>Actif net attribuable aux déposants</b>					
Dépôts à vue et à terme	930	6	-	-	936
Distributions à verser aux déposants	-	384	-	-	384
	930	35 539	14 365	3 462	54 296
<b>Instruments financiers dérivés</b>					
Instruments financiers dérivés avec règlement net	-	(2 746)	33	2	(2 711)
Instruments financiers dérivés avec règlement brut					
Flux contractuels à recevoir	-	(101 154)	(12 289)	(4 162)	(117 605)
Flux contractuels à payer	-	101 075	12 196	4 141	117 412
	-	(2 825)	(60)	(19)	(2 904)
<b>Autres éléments</b>					
Engagements (note 10)	61	25 457	68	423	26 009
Cautionnements et garanties financières (note 10)	-	1 856	831	195	2 882
	61	27 313	899	618	28 891
	991	60 027	15 204	4 061	80 283

## Risque de liquidité (suite)

31 décembre 2021

	À vue	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
<b>Passifs financiers non dérivés</b>					
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	-	3 443	-	-	3 443
Autres passifs financiers	-	1 226	133	563	1 922
Passifs relatifs aux placements					
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	14 998	-	-	14 998
Titres vendus à découvert	-	5 532	-	-	5 532
Billets de trésorerie à payer	-	9 735	-	-	9 735
Emprunts à payer	-	203	-	-	203
Billets à terme à payer	-	2 814	11 575	2 722	17 111
<b>Actif net attribuable aux déposants</b>					
Dépôts à vue et à terme	782	7	-	-	789
Distributions à verser aux déposants	-	1 839	-	-	1 839
	782	39 797	11 708	3 285	55 572
<b>Instruments financiers dérivés</b>					
Instruments financiers dérivés avec règlement net	-	(287)	5	(3)	(285)
Instruments financiers dérivés avec règlement brut					
Flux contractuels à recevoir	-	(101 832)	(7 717)	(3 373)	(112 922)
Flux contractuels à payer	-	102 036	7 729	3 453	113 218
	-	(83)	17	77	11
<b>Autres éléments</b>					
Engagements (note 10)	8	21 864	67	411	22 350
Cautionnements et garanties financières (note 10)	-	1 928	834	156	2 918
	8	23 792	901	567	25 268
	790	63 506	12 626	3 929	80 851

De plus, en ce qui concerne l'actif net attribuable aux déposants, le *Règlement sur les conditions et modalités des dépôts, fonds et portefeuilles de la Caisse de dépôt et placement du Québec* prévoit que la CDPQ peut imposer des limites mensuelles d'annulation pour les unités de participation, soit un remboursement maximal par déposant pour l'ensemble de ses unités de participation dans tous les portefeuilles spécialisés de la CDPQ de 50 M\$. L'annulation d'unités de participation non effectuée en raison de ce maximum est reportée aux premiers jours des mois subséquents, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la CDPQ.

## Risque de liquidité (suite)

### Risque de liquidité de financement

Les tableaux suivants présentent les principales conditions ainsi que le taux d'intérêt des passifs relatifs aux placements liés aux activités de financement de la CDPQ :

30 juin 2022				
	Devise	Valeur nominale <sup>1</sup>	Échéance	Taux d'intérêt
Emprunts à payer	USD	644	Moins d'un an	0,44 %
	CAD	171	Moins d'un an	0,65 %
		815		
Billets de trésorerie à payer	CAD	1 000	Moins d'un an	1,40 %
	USD	11 368	Moins d'un an	1,61 %
		12 368		
Billets à terme à payer <sup>2</sup>	USD	2 580	Avril 2023	1,00 %
	USD	2 580	Juillet 2024	3,15 %
	USD	3 225	Juin 2025	0,88 %
	USD	1 290	Mai 2026	1,00 %
	CAD	1 250	Octobre 2026	1,50 %
	USD	1 935	Février 2027	1,75 %
	EUR	2 697	Avril 2027	1,13 %
	USD	1 612	Novembre 2039	5,60 %
		17 169		

31 décembre 2021				
	Devise	Valeur nominale <sup>1</sup>	Échéance	Taux d'intérêt
Emprunts à payer	USD	199	Moins d'un an	0,07 %
	CAD	4	Moins d'un an	0,17 %
		203		
Billets de trésorerie à payer	CAD	662	Moins d'un an	0,23 %
	USD	9 070	Moins d'un an	0,17 %
		9 732		
Billets à terme à payer <sup>2</sup>	USD	2 526	Mars 2022	2,75 %
	USD	2 526	Avril 2023	1,00 %
	USD	2 526	Juillet 2024	3,15 %
	USD	3 158	Juin 2025	0,88 %
	USD	1 263	Mai 2026	1,00 %
	CAD	1 250	Octobre 2026	1,50 %
	USD	1 579	Novembre 2039	5,60 %
			14 828	

<sup>1</sup> Les montants présentés sont convertis en dollars canadiens et représentent les montants à rembourser à l'échéance.

<sup>2</sup> Au 30 juin 2022, les billets à terme comprennent 1 290 M\$ d'obligations vertes devant être affectées à une sélection d'investissements conformes aux catégories de projets admissibles établis par le Cadre de référence des obligations vertes de la CDPQ, qui est aligné sur les Principes applicables aux obligations vertes de l'*International Capital Market Association* (1 263 M\$ au 31 décembre 2021).

## Risque de liquidité (suite)

Les billets de trésorerie sont émis à des taux fixes ou variables pour des échéances ne dépassant pas 12 mois et garantis par les actifs de la CDPQ. En vertu de la limite prescrite dans le document d'information d'émission des billets de trésorerie, la valeur nominale de l'ensemble de ces billets en circulation ne peut excéder en tout temps 10 G\$ USD pour le programme américain, et l'équivalent de 3 G\$ CAD pour les billets de trésorerie émis au Canada et à l'étranger, à l'exclusion des États-Unis.

Les billets à terme sont remboursables à l'échéance et garantis par les actifs de la CDPQ.

De plus, la CDPQ possède une facilité de crédit commise auprès d'un syndicat bancaire d'un montant total équivalent de 5 G\$ CAD, soit deux tranches de 2 G\$ USD qui sont renouvelables annuellement. La facilité de crédit porte intérêt à taux variable et est garantie entièrement, inconditionnellement et irrévocablement par la CDPQ. Au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2021, aucun montant n'a été prélevé sur cette facilité de crédit.

## 9. INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIÉES

### Transactions avec des parties liées

Les principales parties liées de la CDPQ comprennent les filiales non consolidées, les coentreprises, les entreprises associées ainsi que les principaux dirigeants de la CDPQ.

La CDPQ réalise diverses opérations avec des parties liées. Ces transactions sont conclues aux mêmes conditions que celles prévalant sur le marché avec des parties non liées et sont mesurées à la juste valeur et reflétées aux états consolidés intermédiaires du résultat global selon la nature des opérations. Par la nature même des activités de la CDPQ à titre d'entité d'investissement, la CDPQ peut investir dans plusieurs catégories de placements, entre autres des placements dans des filiales non consolidées, des coentreprises et des entreprises associées.

### Autres parties liées

La CDPQ est régie par la Loi et le gouvernement du Québec nomme les différents membres du conseil d'administration, dont au moins les deux tiers doivent être des membres indépendants. Il approuve également la nomination du président et chef de la direction. Ainsi, la CDPQ se prévaut de l'exemption prévue selon l'IAS 24 – *Information relative aux parties liées* quant à la divulgation des transactions avec une autorité publique liée et avec toutes les entités liées à cette autorité. Les transactions réalisées avec le gouvernement du Québec et ses entités liées sont des activités d'investissement en obligations émises ou garanties par celui-ci et sont effectuées aux conditions normales du marché, par l'intermédiaire de courtiers externes.

## 10. ENGAGEMENTS, CAUTIONNEMENTS ET GARANTIES FINANCIÈRES

En raison de la nature même de ses activités, la CDPQ prend divers engagements d'achat de placements dont le règlement se fera au cours des prochaines périodes conformément aux modalités prévues dans les conventions.

Les cautionnements et les garanties financières consistent pour la CDPQ à garantir, auprès d'institutions financières et de sociétés, des opérations sur instruments financiers dérivés, le remboursement d'emprunts de sociétés dans lesquelles elle détient une participation ainsi que certaines lettres de crédit pour ses filiales. Dans le cadre de certaines transactions de placement, la CDPQ peut également fournir des garanties ou émettre des lettres de crédit à des tiers. Les échéances des engagements, cautionnements et garanties financières sont présentées à la note 8.

Les engagements, les cautionnements et les garanties financières se détaillent comme suit :

	30 juin 2022	31 décembre 2021
Engagements d'achat de placements	25 499	21 853
Engagements en vertu de contrats de location	510	497
Cautionnements et garanties financières	2 882	2 918
	<b>28 891</b>	<b>25 268</b>

### Litiges

Dans le cours normal des affaires, la CDPQ peut faire l'objet d'un certain nombre de poursuites judiciaires. Bien que la CDPQ ne puisse prédire l'issue des poursuites en cours au 30 juin 2022, la CDPQ n'a aucune raison de croire que le règlement d'une de ces poursuites pourrait avoir une incidence importante sur sa situation financière.